



COMITÉ TRIPARTITE

Compte rendu de la rencontre

Tenue les 28 et 29 avril 2010
Montréal (Québec)

Membres du comité présents :

- Raymond Daigle, président du Comité tripartite
- a) Représentants des provinces et des territoires
- Imelda Arsenault, ministère de l'Éducation de l'Île-du-Prince-Édouard
 - Léonie Aissaoui, ministère de l'Éducation du Nunavut
 - Jacques Dorge, Ministère de l'Éducation du Manitoba
 - Susan Forward, Ministère de l'Éducation de Terre-Neuve-et-Labrador (le 29 seulement)
 - Simone Gareau, Ministère de l'Éducation de la Saskatchewan
 - Gilbert Guimont, ministère de l'Éducation de l'Alberta
 - Raymonde Laberge, ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation des Terr. du Nord-Ouest
 - Gilles G. LeBlanc, ministère de l'Éducation de la Nouvelle-Écosse
 - Ginette Plourde, ministère de l'Éducation de l'Ontario
 - Daniel Buteau, Conseil des ministres de l'Éducation - Canada
- b) Représentants du gouvernement fédéral
- Yvan Déry, Patrimoine canadien
 - Sylvie Moreau, comité directeur CIC-CFSM
 - Michel Ruest, Patrimoine canadien
 - Guylain Thorne, Patrimoine canadien
- c) Représentants des conseils scolaires et des organismes communautaires
- Suzanne Bossé, Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada
 - Yolande Dupuis, Fédération nationale des conseils scolaires francophones
 - Roger Paul, Fédération nationale des conseils scolaires francophones
 - Darrell Samson, Regroupement national des directions générales de l'éducation (le 28 seulement)
 - Robert Maddix, Fédération nationale des conseils scolaires francophones
 - Ghislaine Pilon, Commission nationale des parents francophones
- d) Autres personnes présentes
- Nadia Ghagi, Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec (observatrice)
 - Ronald Boudreau, Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (observateur – le 29 avril)
 - Anne-Marie Dessureault, Fédération nationale des conseils scolaires francophones (observatrice)
 - Eric Dubeau, Fédération culturelle canadienne-française (observateur)
 - Sylvie Gignac, Patrimoine canadien (observatrice)
 - Jeannette Labrèche, Fédération nationale des conseils scolaires francophones (observatrice – le 29 avril)
 - Richard Lacombe, Association canadienne d'éducation de langue française (observateur)
 - Charles Lamarche, ministère de l'Éducation de l'Ontario (observateur)
 - Barb Riley, Fédération nationale des conseils scolaires francophones (observatrice – le 29 avril)
 - Sylvie Rochette, Patrimoine canadien (observatrice)
 - Paulette Rozon, Ministère de l'Éducation de l'Ontario (observatrice – le 29 avril)

Membres du comité absents :

- Edgar Gallant, conseiller spécial
- David Chaikoff, Ressources humaines et Développement des Compétences Canada
- Britta Gundersen-Bryden, ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique
- Marcel Lavoie, Ministère de l'Éducation du Nouveau-Brunswick
- Élisabeth Lemay, Ministère de l'Éducation du Yukon
- Donald Nadeau, Ressources humaines et Développement des Compétences Canada
- Yves Saint-Germain, Citoyenneté et Immigration Canada

MERCREDI 28 AVRIL 2010

1. Mot de bienvenue du président et objectifs de la rencontre

La rencontre débute à 9 h. Le président souhaite la bienvenue à tous et un tour de table s'ensuit.

Un mot de bienvenue est adressé à la représentante du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec qui se joint aux membres, à titre d'observateur, suite à l'acceptation d'une invitation des membres du Comité tripartite.

2. Approbation de l'ordre du jour

L'ordre du jour est accepté tel que modifié.

3. Approbation du compte rendu de la rencontre des 9 et 10 décembre 2009

Le compte rendu des 9 et 10 décembre 2009 est accepté tel que présenté.

4. Suivis au compte-rendu

4.1 Présence du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec

Tel que mentionné précédemment, les membres du Comité tripartite se réjouissent de la présence du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec qui se joint au comité, à titre d'observateur, suite à l'acceptation d'une invitation des membres du Comité tripartite.

4.2 Retour sur le rapport de la Commission sur l'école francophone au Nouveau-Brunswick – mise à jour

En l'absence du représentant du Nouveau-Brunswick, cet item est reporté à la prochaine rencontre.

4.3 Campagne de promotion en Ontario – mise à jour

Une présentation de la campagne de promotion de l'Ontario a été faite auprès des membres du RNDGÉ à sa rencontre des 14 et 15 avril 2010. Cette campagne pourrait servir de modèle à une campagne provinciale ou territoriale ailleurs au pays et qui pourrait avoir une « saveur » pancanadienne. Le Ministère de l'Éducation de

l'Ontario discutera de ce dossier avec ses homologues des autres provinces et territoires à sa prochaine rencontre (30 avril) afin de voir aux possibilités de collaboration à ce niveau.

5. Sommet des intervenants en éducation de 2005

Les membres du Comité tripartite abordent la question des suites à donner au Sommet de 2005. Des échanges s'ensuivent afin de guider la FNCSF dans sa préparation des prochaines étapes.

5.1 Bilan des réalisations

Quelques éléments ressortent des discussions :

- Un bilan des réalisations s'avère essentiel pour dresser le portrait de ce qui a été accompli mais également pour orienter les suites à donner
- Établir à qui s'adresse le bilan afin d'en orienter le contenu
- Mise en contexte des travaux de 2005
- Où en sommes-nous à ce jour en comparaison avec 2005 (pour chacun des axes) ? Qu'est-ce qui a changé, qu'est-ce qui devrait maintenant être inclus? Bilan de l'impact des actions depuis 2005. Confirmer la pertinence des axes tels que définis
- Quelles ont été les retombées pour les partenaires signataires du protocole signé lors de l'événement?
- Se donner de nouveaux objectifs ou même une nouvelle vision
- Le bilan devra dresser des recommandations quant aux axes (forme, nombre, etc.)
- La composante immigration, qui s'est graduellement profilée au cours des années, devra faire partie prenante du bilan à venir
- Est-ce que les attentes de 2005 ont été répondues ? Est-ce que les travaux du Comité tripartite et des axes ont permis l'avancement des dossiers et ont influencé les activités du groupe signataire? Si oui, lesquels et comment.

5.2 Suivis 2012

Les membres discutent également des suites à donner au Sommet de 2005 et de la forme que pourrons prendre ces suivis. Quelques éléments ressortent des discussions :

- Définir les objectifs visés avant de déterminer la forme que prendront les « suivis 2012 »
- Célébration des réussites et mise en valeur des pratiques exemplaires
- Favoriser des rencontres dans le cadre d'autres événements pour minimiser les coûts de déplacement
- Explorer la composante « virtuel » dans le cadre d'un rassemblement afin de permettre une plus grande participation
- Le rassemblement ou l'activité de 2012 devra servir à donner un nouvel élan aux actions des années subséquentes (dynamiser l'engagement des différents partenaires)
- Le plan d'action découlant du rassemblement/activité de 2012 permettra d'arrimer et de guider les actions des différents partenaires liés au domaine de l'éducation

Commentaires des membres du Comité tripartite

Un fil conducteur semble se dégager des discussions. Le bilan des réalisations agira à titre de tremplin ou catalyseur des suites à donner qui prendra vraisemblablement la forme d'un rassemblement (sommet, colloque, ou autre).

Il s'avère essentiel de se pencher parallèlement sur le bilan des réalisations et les suites à y donner.

Prochaines étapes :

- Mise en place d'un comité d'orientation du bilan des réalisations
- Préparation d'un plan de rédaction du bilan des réalisations selon les éléments qui ressortent des discussions du 28 avril (sera présenté au Comité tripartite en novembre 2010)
- Préparation d'un plan des suites à donner qui sera présenté au Comité tripartite en novembre 2010
- Rédaction du bilan des réalisations (ébauche qui sera présentée aux membres du CA de la FNCSF et lors de la rencontre du Comité tripartite d'avril 2011)
- Lancement possible du bilan à l'automne 2011

Note : -Les six groupes de travail des axes participeront à l'élaboration du bilan des réalisations
-Des démarches seront entreprises pour faire le lancement du bilan lors d'un événement ayant lieu à l'automne 2011 (possiblement lors du congrès de l'ACELF)

La présidente de la FNCSF remercie les membres de leurs réflexions qui guideront la FNCSF dans sa préparation des prochaines étapes.

6. État d'avancement des travaux des six axes

Les membres du Comité tripartite ont en main les fiches de progrès de chacun des axes d'intervention. Une présentation sommaire de chacun des axes est effectuée.

6.1 Axe Promotion et immigration

Roger Paul présente l'avancement des travaux de l'axe Promotion et immigration en faisant le survol des différentes rubriques de la fiche de progrès.

De son côté, Sylvie Moreau présente les quelques pistes à explorer en lien avec les conclusions de l'étude sur *l'État des lieux sur l'intégration des élèves issus de l'immigration dans les écoles de langue française en situation minoritaire* - Recension des écrits :

- Volet 1 : Réseau de recherche sur l'immigration dans les écoles de langue française en milieu minoritaire.
- Volet 2 : Répertoire d'outils pratiques pour répondre aux besoins immédiats du personnel enseignant et administratif des écoles francophones.
- Volet 3 : Répertoire d'outils pour répondre aux besoins des familles immigrantes, notamment en éducation.

Elle mentionne que le groupe de travail s'est entendu pour mettre l'accent sur le *Volet 2 Répertoire d'outils pour le personnel* tout en gardant en tête les autres volets suggérés.

Commentaires des membres du Comité tripartite

- Citoyenneté et Immigration Canada vise également des objectifs semblables
- La *Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne*, en collaboration avec la FCFA et Métropolis, a publié en mars 2010 un recueil des pratiques exemplaires en matière d'immigration francophone au Canada (les membres en reçoivent copie)

Roger Paul termine la présentation de l'axe en mentionnant que les membres du groupe de travail prioriseront les quatre items au cours des prochains mois et seront appuyés par les conseils scolaires qui collaboreront à la réalisation des objectifs retenus, c'est-à-dire :

1. Élaborer un répertoire d'outils pratiques pour répondre aux besoins immédiats du personnel enseignant et administratif des écoles francophones (Suite à l'État des lieux - Volet 2).
2. Collaborer avec la CNPF afin d'ajouter quelques éléments au sondage qu'elle entrevoit administrer auprès des parents pour répondre aux besoins de l'axe Promotion et immigration (conditionnel au financement).
3. Poursuivre le réseautage et le développement des meilleures pratiques en communication en élaborant un guide des communicateurs.
4. Faciliter la mise en place des campagnes de promotion provinciale et territoriale à image ou caractère national.

Commentaires du Comité tripartite

- L'Article 23 n'inclut pas la petite enfance mais on constate qu'elle émerge dans les discussions
- Il faudrait adresser l'Article 24 pour intégrer davantage la petite enfance
- Ne pas perdre de vue tous les objectifs malgré la priorisation de certains des objectifs
- La mise en œuvre de la politique AAA de l'Ontario (admission, accueil et accompagnement) pour l'intégration des nouveaux élèves et immigrants servira de référence pour les fins de l'axe.
- Le 4 mai prochain, la FCFA présentera un mémoire devant le Comité permanent des langues officielles de la Chambre des Communes qui s'intitule « Dix ans d'action en immigration francophone au sein des communautés : bilan et perspectives d'avenir »

6.2 Axe Infrastructures

Roger Paul rappelle les discussions tenues en décembre 2009 quant à l'avenir de l'axe Infrastructures. Il fait un bref retour sur les résultats visés par l'axe et présente la nouvelle orientation retenue par le groupe de travail qui tient compte des recommandations des membres du Comité tripartite.

Le projet retenu qui vise à concentrer les efforts de l'axe Infrastructures vers une utilisation optimale des écoles s'avèrera des plus rassembleurs pour les communautés francophones.

Pour ce faire, la vision « L'école au cœur de sa communauté » sera explorée davantage et se définira en trois volets :

- Préciser la vision en définissant le concept (et ses plus-values)
- Répertorier ce qui se fait dans les conseils scolaires afin d'optimiser l'utilisation scolaire et communautaire de leurs écoles, incluant la culture et la petite enfance (politiques, règlements, procédures, partenariats, etc.).
- Réfléchir davantage aux moyens d'optimiser l'utilisation des écoles (idéalement, pour répondre à cette vision d'école au cœur de sa communauté).

Présentation de « L'école au cœur de sa communauté »

Roger Paul présente les grandes lignes de ce concept et des avantages qui en découlent pour les élèves, en l'absence de Mario Paradis, agent pédagogique au District scolaire 5 L'Étoile du Nord, qui n'a pu se joindre au groupe pour des raisons personnelles. Cette approche a été mise en place dans l'ensemble des écoles de ce district scolaire.

Ce concept va plus loin que le volet « infrastructures ». De par ses orientations, il fait la promotion de l'école, ce qui assurera la vitalité des communautés et favorisera le maintien des effectifs. « L'école au cœur de sa communauté » ne s'impose pas. Elle devient un carrefour rassembleur.

Commentaires du Comité tripartite

- Ce projet s'annonce très prometteur et est un revirement très intéressant en raison de l'historique de l'axe
- Projet rassembleur autant pour les francophones, les francophiles et les franco-intéressés
- Il faudra s'assurer d'ajuster les indicateurs du plan d'action qui ne vont pas du tout en ce sens (le bilan des réalisations devra y faire référence)
- Patrimoine canadien a fait une étude sur l'impact des centres scolaires et communautaires
- L'ICRML s'est également penché sur la question
- Le Québec a également développé des « Community Learning Centers »
- Plusieurs politiques et directives des ministères ont été rédigées afin de favoriser l'accès aux écoles
- Plusieurs ministères se font facilitateurs d'échanges entre les conseils scolaires et les communautés.

6.3 Axe Ressources humaines

Roger Paul présente l'avancement des travaux de l'axe Ressources humaines depuis la dernière rencontre du Comité tripartite qui s'est tenue les 9 et 10 décembre derniers. Il reprend les grands objectifs visés par le plan relatif aux ressources humaines et indique les trois actions prioritaires entérinées par le groupe de travail pour la prochaine année et qui consistent en :

- Initiative d'apprentissage continu qui consiste en un *Portail collaboratif de formation continue*
- Partage de meilleures pratiques au niveau du maintien du personnel et des plans de relève du personnel administratif (car accent sur le maintien des effectifs pour l'année 2010-2011)
- Autres besoins perçus par le Comité tripartite : besoins en Petite enfance en ce qui a trait aux ressources humaines – pénurie d'éducateurs et de personnel dans ce domaine.

Il élabore davantage sur chacune des actions retenues, notamment celle de *Portail collaboratif* qui se veut un outil de réseautage et de perfectionnement continu destiné à l'ensemble du corps enseignant, aux directions et directions adjointes d'écoles et au personnel des services pédagogiques et spécialisés (p. ex. conseillers pédagogiques, psychologues scolaires, etc.) de toutes les écoles et conseils de langue française du Canada en situation minoritaire.

Commentaires des membres du Comité tripartite

- Les membres sont heureux de voir que l'axe prend finalement une tangente après avoir stagné quelque temps.
- La façon choisie pour aborder les objectifs de l'axe s'annonce productive et permettra assurément de faire progresser le dossier.

- Les membres sont d'avis que le groupe de travail doit consacrer ses énergies au niveau des objectifs atteignables sans perdre de vue que d'autres résultats sont tout aussi importants mais que ce n'est pas nécessairement le meilleur endroit pour en discuter.
- L'enjeu de pénurie de personnel spécialisé reste une préoccupation mais s'adresse difficilement au plan canadien.
- Sous l'objectif – maintien des effectifs, il faudrait s'assurer d'aborder un volet de formation continue pour les enseignants formés à l'étranger (incluant l'aspect *enseignement en situation minoritaire*)
- Bien vouloir garder en tête l'objectif *Recrutement du personnel*

6.5 Axe Pédagogie

Objectif 2 – Francisation

Ginette Plourde présente brièvement l'avancement des dossiers liés à cet objectif.

Présentation du moteur de recherche IBOU

Elle passe la parole à Charles Lamarche qui procède à une démonstration du moteur de recherche IBOU qui sera disponible au cours des prochains mois. Ce moteur de recherche consiste en une base de données indexée pour toutes les ressources disponibles en français, dont celles de francisation, pour les écoles de langue française en Ontario. Il y en a déjà plus de 7 300, excluant celles de la BRÉO. L'emploi d'un format standard permettra également à toutes les instances éducatives pancanadiennes de contribuer à bonifier cette base de données dès l'automne et d'y accéder.

Commentaires des membres du Comité tripartite

- Les conseils scolaires s'engagent à collaborer au partage de ressources pédagogiques
- IBOU serait la plate-forme tout indiquée pour permettre la recension de différents types de documents (protocoles, politiques, pratiques exemplaires, etc.)
- L'esprit de partage de la province de l'Ontario est encore une fois fort apprécié.

Synthèse de la journée

Le président fait un bref retour sur la journée et rappelle que les travaux continueront dès 9 heures demain.

Ajournement de la rencontre.

JEUDI 29 AVRIL 2010

Reprise de la rencontre à 9 h.

6. État d'avancement des travaux des six axes (suite)

6.4 Axe Petite enfance

Ghislaine Pilon, présidente de la CNPF, présente un résumé des travaux du groupe de travail de l'axe Petite enfance qui s'est réuni le 21 avril qui ont reçu, à ce moment, la présentation des faits saillants de l'étude *Là où le nombre le justifie V : Petite enfance et autonomie culturelle* qui sera disponible sous peu. L'étude a été

commandée par la CNPF suite au dernier recensement et fut réalisée par M.Rodrigue Landry, Directeur général de l'Institut canadien sur les minorités linguistiques au Canada.

La fiche de progrès identifie bien les objectifs visés pour l'axe Petite enfance et l'avancement des dossiers. On y retrouve également les 6 priorités de 2009-2010 qui ont été renouvelées pour 2010-2011 et qui sont les suivants :

1. Continuer à faire connaître les modèles de CPEF (carrefours de services intégrés pour la petite enfance et la famille) aux partenaires et communautés.
2. Faire connaître les pratiques de collaboration interministérielle en lien avec la petite enfance.
3. Identifier et faire connaître les pratiques gagnantes au niveau de la relation et du partenariat scolaire-petite enfance-famille-communauté.
4. Rechercher des outils existants et/ou créer de nouveaux outils faciles à utiliser et les diffuser pour accompagner sur le terrain les intervenants à la petite enfance.
5. Obtenir un état de la situation documenté du dossier des ressources humaines à la petite enfance.
6. Valoriser la reconnaissance de la profession d'intervenant à la petite enfance francophone.

D'autres informations sont portées à l'attention du Comité tripartite et dont on retrouve le détail en page 22 de la fiche de progrès – avril 2010.

Roger Paul ajoute quelques précisions en lien avec les recommandations du SCAN 2009 (Analyse de la situation en petite enfance dans les communautés francophones en contexte minoritaire) qui touchent le domaine de l'éducation et confirme que le RNDGÉ est intéressé à collaborer à une future collecte de données.

Commentaires des membres du Comité tripartite

- On constate avec satisfaction les arrimages avec d'autres axes
- Il serait intéressant d'ajouter une question au recensement de 2011 sur les ayants-droit
- Les membres demandent à ce qu'une présentation de l'étude *Là où le nombre le justifie V* soit prévue à l'ordre du jour de la prochaine rencontre du Comité tripartite (automne 2010).

6.5 Axe Pédagogie

Ginette Plourde poursuit la présentation de l'état d'avancement des travaux du groupe de travail, selon chacun des objectifs et tel que précisé dans la fiche de progrès.

Objectif 1 - Programmes d'étude

Le CMEC a soumis ce projet au fédéral et une réponse est attendue sous peu. Les membres de la TAACI sont intéressés à collaborer et ils seront invités suite à l'acceptation officielle.

PRÉSENTATION – Approche culturelle de l'enseignement pour l'appropriation de la culture en Ontario

Paulette Rozon, agente d'éducation, Ministère de l'Éducation de l'Ontario, présente l'« Approche culturelle de l'enseignement pour l'appropriation de la culture en Ontario » telle que développée par le ministère et dont les membres ont reçu copie à la rencontre précédente.

Ginette Plourde précise que divers outils et documents existants pourraient servir comme point de départ pour les produits pancanadiens dont ce cadre d'appropriation de la culture qui pourrait servir de fondement pour un cadre pancanadien et la banque électronique de référents culturels dont le format pourrait être adapté pour le pancanadien. Le cadre pancanadien serait par la suite personnalisé selon les réalités propres des provinces et territoires.

Commentaires des membres du Comité tripartite

- Le guide de Citoyenneté et Immigration Canada pourrait être une source de référence
- S'assurer d'intégrer les concepts de diversité, de culture internationale et de culture contemporaine

Objectif 2 – Francisation Fut présenté le 28 avril.

Objectif 3 - Pédagogie

La FCE, appuyée du ministère de l'Éducation de l'Ontario, a produit un prototype de formation en ligne pour l'enseignement en milieu minoritaire au palier secondaire. Un processus de validation est prévu. Un concept de formation semblable à l'intention de l'élémentaire est en cours d'élaboration.

Une consultation aura lieu avec les autres instances pour déterminer les prochaines étapes et la contribution financière pour appuyer la production des neuf autres modules.

PRÉSENTATION – Module de formation en ligne

Ronald Boudreau, directeur général de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (FCE) et Micheline Arbez des Productions Rivard (Manitoba) présente le prototype créé pour le palier secondaire.

Ils précisent que certaines composantes d'émissions produites par TFO seront incorporées dans les modules. D'autres contenus ont été identifiés mais non élaborés à ce jour.

Les contenus seront organisés par thèmes pédagogiques autour desquels différentes ressources seront présentées : documents, capsules vidéos (situations de classe), stratégies pédagogiques, etc.

En complément d'information, les membres reçoivent le document « La pédagogie en milieu minoritaire »

Commentaires des membres du Comité tripartite

- Les membres sont très impressionnés par les résultats qui vont au-delà de leurs attentes
- La réalisation de modules pour tous les niveaux prévus serait formidable, sinon, prioriser le palier secondaire qui connaît de nombreux défis.
- Ce format permet de valoriser les initiatives mises en place et d'en faciliter le partage

Objectif 4 - Ressources pédagogiques

Roger Paul présente cet objectif qui a connu quelques développements depuis les derniers mois :

- Un protocole d'entente et un contrat de service ont été signés entre la FNCSF et le CFORP pour une durée de trois (3) ans.
- En vertu de cette entente, la FNCSF en collaboration étroite avec le RNDGÉ et le CFORP conviennent de la mise en œuvre d'une « Stratégie nationale en matière de ressources pédagogiques » (SNRP). Cette stratégie vise la production de ressources pédagogiques en lien avec les programmes d'études/programmes-cadres provinciaux ou territoriaux et répondant à leurs besoins pour soutenir la réussite scolaire et identitaire des élèves et la réussite professionnelle de leur personnel.
- Lors de leur rencontre d'avril, les membres du RNDGÉ se sont entendus pour explorer la possibilité de mener à terme deux projets : une version « pancanadienne » de la revue *Minimag* s'adressant au 4-7 ans et l'élaboration d'un guide pancanadien pour l'accueil des nouveaux élèves et de leurs parents (protocole, politiques, pratiques exemplaires, etc.). Le CFORP produira un devis au cours des prochains mois. Les membres du RNDGÉ prévoient prendre leur décision sur chacun des deux projets à leur rencontre du 4 août 2010.

Par ailleurs, on mentionne que le 23 juillet 2009, TFO a entrepris des démarches auprès du CRTC pour être incluse dans le forfait de programmation de base dans les provinces où les francophones sont minoritaires, à l'exception de l'Ontario où TFO est désigné par la Loi. Ces démarches répondraient également à un résultat visé par l'objectif des ressources pédagogique.

Objectif 5 - Apprentissage médiatisé

Ginette Plourde reprend les grandes lignes des détails indiqués dans la fiche de progrès.

Principalement, ce qui est à retenir est que quelques pistes ont été identifiées :

- L'échange ou le partage, projet de développement de ressources en collaboration, développement d'une banque de ressources médiatisées commune accessible par tous, accès à une banque déjà existante telle la BRÉO de l'Ontario, se greffer au projet de l'Université de Moncton qui est en partenariat avec le Conseil national de recherche du Canada, faire appel au CFORP.
- Une stratégie commune au niveau de l'achat de licences nationales pour les écoles de langue française a aussi été un point de discussion.
- La collaboration étant essentielle, l'importance de maintenir le forum de partage entre les provinces, qui en est à ses débuts, a été soulignée. Ce forum devrait se réunir quatre fois par année via *AdobeConnect* et une fois en face à face.
- Une Consultation interne au niveau des instances gouvernementales et scolaires est prévue afin de préciser davantage la volonté de chacun au niveau du dossier.

Objectif 6 - Recherche, développement et innovation

Ginette Plourde termine sa présentation avec ce dernier objectif.

Un comité d'orientation sera mis prochainement en place pour la prochaine table ronde qui a dû être retardée pour diverses raisons (financement, responsable absent). D'autres démarches seront entreprises sous peu à ce sujet. On prévoit maintenant tenir cette table ronde à l'hiver 2011 (fin janvier ou février) qui pourrait être idéalement organisée en marge d'une autre rencontre.

À noter qu'il ressort également des discussions antérieures qu'il serait profitable d'établir et de maintenir un répertoire de chercheurs provenant d'universités et d'instituts.

Note : le « Document d'orientation de l'éducation en langue française » du ministère de l'Éducation de l'Ontario est remis aux participants.

6.6 Axe Action culturelle et identitaire

Richard Lacombe (ACELF) et Éric Dubeau (FCCF) présentent brièvement l'avancement des dossiers de l'axe et les résultats de la rencontre du groupe de travail qui s'est réuni les 7 et 8 avril 2010.

Roger Paul confirme la collaboration des conseils scolaires à la réalisation d'un des objectifs qui consistera à faire la recension des pratiques exemplaires en matière d'implication de la communauté (politiques, règlements, procédures, partenariats, etc.) en lien avec la vitalité linguistique et culturelle.

Voici quatre suivis ressortant des travaux de l'axe (voir la fiche de progrès pour plus de détails) :

1. Identification des porteurs pressentis pour les projets du Plan d'action

Entrepris à l'automne 2009, ce processus visant d'identifier un porteur de dossier pour chaque projet faisant partie du plan d'action de l'axe Action culturelle et identitaire a été complété (voir plan d'action en annexe)

Un porteur de dossier principal a été identifié pour la très grande majorité des projets. En acceptant d'être porteurs de dossiers, les organismes se sont engagés à définir de manière plus serrée les paramètres présentés dans le plan d'action, à actualiser le projet si nécessaire et à le mener à terme en tenant compte de la réalité du financement. Il est convenu qu'un porteur de dossier demeure redevable au conseil d'administration de son organisme et aux bailleurs de fonds. Toutefois, il a « l'obligation morale » de rendre compte des avancements à la TAACI et de travailler avec les membres de cette table.

Enfin, certains projets n'ont pas trouvé de porteurs de dossiers. Les membres de la TAACI se sont interrogés sur la question de les laisser tout simplement tomber ou de les garder dans le plan d'action, en attendant de voir si un organisme serait éventuellement prêt à le prendre. C'est cette 2^e option qui a été retenue.

NOTE 01 : Le projet de favoriser la création de tables provinciales ou territoriales arts, culture et éducation a été ajouté au plan d'action puisqu'il constitue une priorité.

NOTE 02 : Dans l'objectif 3, il y a confusion sur le sens à donner au mot « ethnolinguistique » et plusieurs membres trouvent que les projets en lien avec cet objectif ne collent pas. La Table décide de se concentrer sur l'aspect « vitalité communautaire » pour l'exercice présent. Les coprésidences de la TAACI discuteront de la solution à prendre et reviendront à la Table en automne 2010.

2. Mise à jour sur la stratégie de promotion de la Trousse du passeur culturel

La Trousse a été distribuée en novembre dernier. Les formations ont été offertes partout au pays et les commentaires sont extrêmement positifs. Pour la promotion à venir de la trousse, quatre initiatives sont à venir (Courriels é-clair (5), Réseau Ning, Blogue et Webzine).

3. Présentations de deux modèles de table arts, culture et éducation (Ontario et Nouveau-Brunswick).

Les membres de la TAACI ont assisté à la présentation de ces deux tables. Une synthèse de ces deux présentations a été présentée au Comité tripartite.

4. Compte rendu – axe Infrastructure

L'axe Infrastructure a accepté la demande de la TAACI d'inclure un représentant des arts et de la culture à leur comité. M. Éric Dubeau, directeur général de la Fédération culturelle canadienne-française (FCCF) a participé à leur dernière rencontre.

PRÉSENTATION – L'appropriation culturelle des jeunes à l'école secondaire

Ronald Boudreau de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants dresse le contexte ayant mené à l'étude sur l'appropriation culturelle des jeunes à l'école secondaire qui était de mieux comprendre les liens que tissent les jeunes avec la francophonie pendant leur parcours scolaire. Il présente également les principaux constats et quelques pistes à l'intention des conseils scolaires.

Commentaire des membres du Comité tripartite :

- Il serait intéressant de faire un parallèle avec la nouvelle étude de la CNPF (Là où le nombre le justifie V).

7. Varia

Aucun élément n'est discuté sous cet item.

8. Synthèse et date de la prochaine rencontre.

Le président remercie les membres du comité pour leur participation et leur collaboration toujours aussi actives. Ce fut encore une fois deux journées riches en échanges et réflexions.

La prochaine rencontre du Comité tripartite se tiendra **les 8 et 9 novembre 2010** à Ottawa.

La rencontre se termine à 15 h 15.